



**DIFFUSION RESTREINTE**

Affaire suivie par : Véronique QUEBERT

Tel : 05.57.04.55.00

E-mail : veronique.quebert@cea.fr

## **REGLEMENT DE CONSULTATION** **PROCEDURE ADAPTEE**

**« ETUDES ET FABRICATION D'UN GENERATEUR HAUTE TENSION A  
SEMI-CONDUCTEURS »**

REF. B25-02891-VEQ

### **RECAPITULATIF DES DATES JALONS**

Date et heure limite de réception au CEA des candidatures : **30/05/2025 à 12h00**

Date et heure limite de réception au CEA des offres : seront définies en phase offre

**SPECIAL FRANCE**

**DIFFUSION RESTREINTE**

Ce document ne doit être communiqué  
qu'aux personnes qualifiées pour le connaître

Nombre total de pages : 16



**DIFFUSION RESTREINTE**

## **CONDITIONS DE REMISE DE L'OFFRE**

### **1. OBJET**

Le présent règlement de consultation a pour objet de définir les conditions selon lesquelles se déroulera la consultation relative aux **études et à la fabrication d'un générateur haute tension à semi-conducteurs**.

Le CEA invite les entreprises, ci-après également désignées par le ou les « soumissionnaire(s) », destinataires du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) à soumettre au CEA leur offre conformément aux dispositions du présent règlement.

### **2. PROCEDURE**

La réglementation applicable à la présente procédure est définie par le code de la commande publique et les dispositions applicables aux marchés publics de défense ou de sécurité.

La procédure retenue est la procédure adaptée.

Cette procédure se déroule en deux temps :

- Phase candidature, **avec sélection des candidats admis à soumissionner**,
- Phase offre.

Le dossier de candidature doit être remis au plus tard à la date indiquée en page de garde du présent document. La date de remise des offres sera communiquée aux candidats retenus dans une lettre d'invitation à soumissionner.

### **3. REFERENTIEL APPLICABLE**

#### **3.1 – Généralités**

Les marchés du CEA/DAM sont soumis :

- ✓ Aux Conditions générales d'achat du CEA (CGA, édition janvier 2022) ;

téléchargeables sur le site <http://www.cea.fr>

#### **3.2 - Protection du secret**

L'exécution du marché est sensible, au sens de l'arrêté du 09 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale (« IGI 1300 »).

De plus, le marché nécessite la divulgation d'informations ou de supports classifiés ou non, comportant la mention complémentaire « **Spécial France** ». En conséquence, seule une société française pourra être retenue dans le cadre de cette procédure et ce marché ne peut être réalisé que par du personnel de nationalité française.

Pour tout renseignement relatif aux démarches d'habilitation et au plan contractuel de sécurité applicable dans le cadre de la présente procédure, veuillez contacter la Cellule de contrôle gouvernemental du CEA/CESTA par courriel à l'adresse suivante : [cesta.os-habilitation@cea.fr](mailto:cesta.os-habilitation@cea.fr).

#### **4. ALLOTISSEMENT**

Ce marché présente un seul lot.

#### **5. GROUPEMENT**

En cas de groupement, ce dernier doit revêtir la forme d'un groupement momentané d'entreprises (GME) solidaire ou à défaut d'un GME conjoint.

En tout état de cause, le mandataire doit être solidaire de tous les membres du groupement.

#### **6. SOUS-TRAITANCE**

Le recours à la sous-traitance sera effectué dans le cadre des dispositions du code de la commande publique et des dispositions applicables aux marchés publics de défense ou de sécurité.

Pour chaque sous-traitant identifié dans l'offre, le formulaire DC4 doit être complété et signé.

La sous-traitance est autorisée uniquement pour la prestation suivante : réalisation des PCB.

#### **7. VARIANTES**

Les variantes ne sont pas autorisées.

#### **8. DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)**

##### **8.1. Composition**

Le DCE est constitué des documents suivants :

- Le présent règlement de consultation et ses annexes (DO) ;
- L'engagement du soumissionnaire en matière de protection de l'information de Diffusion Restreinte – déclinaison en règle de sécurité informatique (document DO) ;
- Les dispositions applicables aux Titulaires de marchés passés par le CEA/DAM en matière de protection de l'information Diffusion Restreinte – Déclinaison en

règles de sécurité informatique réf. SYM S02XX SJD DIR 23000188 B (document DO) ;

- Le projet d'accord et ses documents y afférents (DR) ;
- Le Cahier des Charges (CdC) réf. 25ZZCE000164 du 02/04/2025 (DR) ;
- Les Conditions Générales d'Achat (CGA) du CEA (document DO à télécharger sur le site [www.cea.fr](http://www.cea.fr)) ;
- Le tableau de décomposition de l'Offre financière (DR).

## **8.2. Modalités de mise à disposition du DCE**

En application de l'article R2132-2 du code de la commande publique, les documents constitutifs du DCE sont disponibles, sous forme de fichiers, sur la plateforme de dématérialisation PLACE, à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr>. La version PDF prévaut sur la forme numérique native, qu'il s'agisse du même document ou de la même information sous deux documents différents.

Les documents de niveau Diffusion Restreinte (DR) seront communiqués, **uniquement lors de la phase offre, aux candidats retenus par le CEA à l'issue de la phase candidature.** Ils seront alors transmis via la plateforme PLACE sous réserve de la signature par le candidat / soumissionnaire du paragraphe 8.1 du fichier « Engagement du soumissionnaire protection information DR.pdf ». Ce dernier doit être envoyé au Bureau des affaires commerciales du CESTA par mail à l'adresse [veronique.quebert@cea.fr](mailto:veronique.quebert@cea.fr), avec en copie l'adresse mail : [cesta.relations\\_fournisseurs@cea.fr](mailto:cesta.relations_fournisseurs@cea.fr). ou déposé sur la plateforme PLACE.

Les modalités d'accès à ces documents DR sont détaillées en annexe 1 du présent règlement.

## **8.3. Acceptation du DCE**

Le fait de candidater à la présente consultation vaut acceptation de l'ensemble des documents constitutifs du DCE.

# **9. ECHANGES DEMATERIALISES**

## **9.1. Utilisation de la plateforme dématérialisée du CEA**

Le CEA transmettra toutes informations utiles via la plateforme dématérialisée PLACE à l'adresse mail déclarée par le candidat / soumissionnaire lors de la procédure d'authentification et d'inscription.

Le CEA attire votre attention sur le fait :

- ✓ Qu'il incombe au candidat / soumissionnaire de s'assurer que l'adresse mail déclarée par ses soins lors de la procédure d'authentification et d'inscription est active et pertinente, au regard de l'organisation de l'entreprise.
- ✓ Que le téléchargement anonyme du DCE ne requérant pas d'adresse mail, il ne donne pas accès aux informations mises sur la plateforme dématérialisée, en particulier les réponses apportées par le CEA aux questions des soumissionnaires ou les modifications du DCE.

Pour toute question, il vous est possible de vous référer à la rubrique AIDE de la plateforme PLACE ou de contacter le support au 01.76.64.74.07.

## **9.2. Modalités d'échanges sur la plateforme dématérialisée**

Le candidat / soumissionnaire est informé que les échanges électroniques font l'objet d'accusés de réception horodatés par le destinataire.

Conformément à l'article R2332-14 du code de la commande publique, le candidat / soumissionnaire peut transmettre une copie de sauvegarde, suivant des modalités fixées par arrêté du ministre chargé de l'économie.

L'utilisation de la plateforme de dématérialisation est soumise aux conditions de « l'engagement du soumissionnaire en matière de protection de l'information de diffusion restreinte-déclinaison en règle de sécurité informatique » signé par le candidat / soumissionnaire en début de procédure pour les échanges de niveau Diffusion Restreinte. Dans ce cadre, les échanges seront encapsulés dans le conteneur ZED utilisé par le CEA lors de l'envoi des documents DR sur la plateforme.

## **9.3. Condition de remise de la candidature et/ou de l'offre**

En cas de remise du dossier de candidature et/ou d'offre sous format électronique, ce dernier doit être déposé sur la plateforme de dématérialisation PLACE à l'adresse telle que mentionnée au paragraphe 8.2, selon les recommandations figurant ci-avant.

L'enveloppe électronique contenant le dossier doit être un fichier unique au format .zip contenant les éléments mentionnés dans le présent règlement. Ces éléments sont impérativement des fichiers au format .pdf ou compatibles avec Microsoft Office 2003.

En annexe 2, le CEA vous rappelle les dispositions pratiques de remise des documents par voie électronique.

En cas de remise du dossier de candidature et/ou d'offre sous format papier, ce dernier doit être adressé par voie postale, sous double enveloppe cachetée, via un courrier recommandé en deux exemplaires papier ou déposé par un organisme transporteur ou le candidat/soumissionnaire à l'adresse suivante :

### **CEA CESTA**

Bureau des affaires commerciales  
A l'attention de Véronique QUEBERT  
Parc Scientifique et technologique Laseris 1  
avenue du Médoc – Bâtiment BEHL  
33114 LE BARP

L'enveloppe extérieure portera :

- l'adresse et le destinataire mentionnés ci-dessous ;

- la mention « NE PAS OUVRIR, CONSULTATION, REF. B25-02891-VEQ ».

L'enveloppe intérieure, contenant la globalité du dossier (candidature et/ou offre) et les documents l'accompagnant, portera :

- la référence et le sujet de la consultation ;
- le nom de l'entreprise ;
- le nom du chargé d'affaires du soumissionnaire.

Le dossier doit obligatoirement être déposé à l'accueil du bâtiment BEHL entre 8h et 15h30, contre la remise d'un récépissé.

Aucun dossier ne peut être remis en main propre au Bureau des affaires commerciales.

## **10. ORGANISATION DE LA CONSULTATION POUR LA PHASE CANDIDATURE**

### **10.1. Conditions particulières pour candidater** (cf. article 3.2 ci-avant)

Ce marché est un marché « Sensible » au sens de l'arrêté du 09 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale.

En conséquence, le dossier de candidature doit contenir :

- Soit une attestation d'habilitation DGA en cours de validité signée par le directeur de l'entreprise ou l'Officier Central de Sécurité agréé par l'autorité d'habilitation ;
- Soit un avis favorable de Contrôle Élémentaire émanant du Ministère des Armées en cours de validité ;
- Soit un dossier de demande de Contrôle Élémentaire.

Pour vous renseigner sur les documents à fournir, veuillez contacter par courriel la Cellule de Contrôle Gouvernementale du CEA/CESTA à l'adresse suivante : [cesta.os-habilitation@cea.fr](mailto:cesta.os-habilitation@cea.fr)

Les mêmes démarches doivent être engagées pour les entreprises associées, en cas de candidature en Groupement Momentané d'Entreprises ou de sous-traitants pressentis par le candidat audit marché.

Ces documents devront parvenir au plus tard à la date limite de remise des candidatures mentionnée dans le présent règlement.

A défaut d'avoir fourni ou complété les pièces demandées dans les délais impartis, le candidat est réputé avoir renoncé à sa demande d'habilitation aux informations classifiées ou sensibles pour le présent marché.

Le marché nécessite la divulgation d'informations et/ou de supports classifiés ou non, comportant la mention « **Spécial France** ». En conséquence, aucune candidature émise par

une entreprise de droit étranger ne pourra être retenue. Ce marché porte la mention "Spécial France" et ne peut être réalisé que par du personnel de nationalité française.

### **10.2. Dossier administratif**

Un dossier de présentation du candidat doit être transmis au stade de la candidature, comprenant entre autres :

- Les coordonnées de l'interlocuteur du soumissionnaire (Nom, Prénom, Adresse, Téléphone, Télécopie, Email) ;
- « L'engagement du soumissionnaire en matière de protection de l'information de diffusion restreinte – déclinaison en règles de sécurité informatique » dûment complété et signé ;
- Le cas échéant, la convention ou le projet de convention de groupement précisant clairement la répartition des prestations confiées à chaque membre du groupement,
- Les éléments demandés à l'article 10.1 ci-avant pour la mise en place d'un marché sensible ;
- Le cas échéant, les demandes d'acceptation de sous-traitance (formulaire DC4),
- Soit une attestation d'habilitation DGA en cours de validité signée par le directeur de l'entreprise ou l'Officier Central de Sécurité agréé par l'autorité d'habilitation ;
- Soit un avis favorable de Contrôle Élémentaire émanant du Ministère des Armées en cours de validité ;
- Soit un dossier de demande de Contrôle Élémentaire.

Et si non fournis en 2024 (si fournis en 2024, indiquer la référence de la consultation CESTA concernée) :

- Les attestations de régularité fiscales et sociales.
- Une déclaration du candidat attestant (procédure, interdiction ou règles d'effet équivalentes pour les candidats étrangers) :
  - o qu'il n'est pas en état de liquidation judiciaire ou de faillite personnelle ;
  - o qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner, au sens de l'Ordonnance N° 2015-899 du 23 juillet 2015 que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard du Code du Travail ;
- La copie du ou des jugements prononcés si le soumissionnaire est en redressement judiciaire.

### **10.3. Capacité économique et financière**

Chaque candidat devra présenter :

- les caractéristiques de l'entreprise : statuts, forme juridique, composition du capital, principaux actionnaires, participations, représentants engageant l'entreprise, effectif total, dimensions, activités, organigramme ; un extrait-K-bis ou équivalent ;
- une attestation d'assurance en cours de validité pour le candidat et chaque cotraitant ;
- le chiffre d'affaire global et le CA concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;

- les trois derniers bilans et comptes de résultat des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi, ainsi que le nombre total de salariés de l'entreprise candidate ;
- Lorsqu'il appartient à un groupe, une attestation certifiant de son autonomie commerciale et de sa situation de concurrence vis-à-vis des autres entreprises du groupe.

#### 10.4. Capacité technique et professionnelle

Le CEA souhaite se doter d'un démonstrateur de générateur haute tension à base exclusivement de semi-conducteurs, bâti sur une architecture de type IVA/LTD (: Inductive voltage adder / Linear Transformer Driver; association de transformateurs 1:1 dont les primaires sont alimentés indépendamment avec une référence commune et les secondaires sont en série). Ce générateur s'apparente à un générateur de forme arbitraire unipolaire.

**Le CEA sélectionnera les candidats admis à soumissionner à la phase offre sur la base des informations/références fournies dans le dossier de candidature.** Le dossier de candidature devra justifier la capacité technique du candidat à réaliser la prestation et comporter un dossier détaillé de références, a minima au cours des 3 dernières années, de l'entreprise et/ou de l'établissement concernant des prestations identiques ou pouvant être assimilées notamment en termes de technicité et d'enjeux. Pour chaque projet donné en référence seront notamment détaillés :

- La description technique du projet, la date et le lieu d'exécution
- Les références du client (coordonnées postales et téléphoniques de l'entreprise et de l'interlocuteur technique) en précisant si un contact peut être établi pour une prise d'information
- Un descriptif précis des responsabilités et des actions conduites par le candidat dans le projet
- Les profils et expériences des personnels pouvant intervenir dans les domaines techniques concernés par les prestations objets du marché.

### 11. SELECTION DES CANDIDATURES

#### 11.1. Critère de sélection des candidatures

La sélection des dossiers de candidatures se fera sur la base des éléments suivants :

- conformité administrative du dossier de candidature (cf. § 10.2 ci-avant) ;
- capacité économique et financière (cf. § 10.3 ci-avant) ;
- capacité technique et professionnelle évaluée sur la base d'un ensemble d'éléments, notamment l'expérience acquise, les ressources techniques et humaines disponibles, les références détenues pour des prestations comparables (cf. § 10.4 ci-avant).

**Pour les candidats retenus** (sociétés dont la candidature a été jugée recevable sur les plans administratif, financier et technique), **les documents DR du DCE seront alors communiqués via la plateforme PLACE. Les candidats recevront une lettre d'invitation à soumissionner précisant les dates de consultation de la phase offre.**

Les candidats non retenus sont informés via la plateforme PLACE.



**11.2. Demandes de précision sur les candidatures**

Le CEA se réserve la possibilité de poser des questions aux candidats dans le but de clarifier leur dossier de candidature.

**11.3. Date de réception des candidatures**

La date et heure limites de réception des candidatures sont précisées en page de garde du présent règlement de consultation.

Aucune dérogation à cette date ne sera admise, sauf en cas de report dûment notifié par le CEA. Passé ce délai, la candidature ne sera pas prise en considération pour la consultation en objet et sera donc éliminée.

**12. ORGANISATION DE LA CONSULTATION EN PHASE OFFRE**

**Les candidats retenus recevront une lettre d'invitation à soumissionner précisant les dates de consultation de la phase offre.**

**12.1. Questions posées par les soumissionnaires**

Le CEA impose aux soumissionnaires de formuler leurs questions par écrit. Les échanges de questions / réponses seront effectués en utilisant les fonctionnalités de messagerie électronique disponibles sur la plateforme de dématérialisation. En cas d'échanges d'informations DR, ceux-ci seront encapsulés dans le conteneur ZED utilisé par le CEA lors de l'envoi des documents DR sur la plateforme.

Pour rappel, les modalités d'échange sur la plateforme dématérialisée figurent à l'article 9.2.

Les questions seront posées via un fichier navette (EXCEL au format .xlsx). Ce fichier sera unique, conservera la trace de toutes les questions posées et réponses apportées et prendra la forme suivante :

N° d'ordre	Document du DCE concerné par la question	Page et Paragraphe du document	Question du soumissionnaire	Réponse apportée

De manière générale, aucune information importante ne sera portée dans les textes des mails. Ceux-ci sont à considérer comme un « service courrier » permettant des envois et réception de pièces jointes.

Questions des soumissionnaires : Toutes les questions devront être adressées à l'interlocuteur commercial CEA via la plateforme dématérialisée, au plus tard à la date fixée dans la lettre d'invitation à soumissionner.

Réponses du CEA aux questions des soumissionnaires : La date au plus tard de réponses aux questions est indiquée dans la lettre d'invitation à soumissionner.

Le CEA s'engage à répondre aux questions des soumissionnaires et, à des fins d'égalité de traitement, à communiquer les réponses à l'ensemble des soumissionnaires sauf s'il convient de préserver la confidentialité des démarches innovantes du soumissionnaire. Dans ce cas, le soumissionnaire concerné devra explicitement informer le CEA du caractère confidentiel de sa demande et le motiver. Si le caractère innovant est avéré, ces questions/réponses ne seront envoyées qu'au soumissionnaire concerné.

### **12.2. Modifications de détail du DCE**

Le CEA se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au DCE, jusqu'à la date limite d'envoi des réponses aux questions fixées dans la lettre d'invitation à soumissionner. Les soumissionnaires devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Comme indiqué ci-avant, le CEA pourra communiquer les éventuelles modifications de DCE sur la plateforme de dématérialisation. Les soumissionnaires sont donc tenus de s'enregistrer non anonymement sur la consultation hébergée sur la plateforme de dématérialisation, lors du téléchargement du DCE.

### **12.3. Date de réception des offres**

Les date et heure limites de réception des offres seront précisées dans la lettre d'invitation à soumissionner.

Aucune dérogation à cette date ne sera admise, sauf en cas de report dûment notifié par le CEA. Passé ce délai, l'offre ne pourra plus être prise en considération pour la consultation en objet et sera donc éliminée.

### **12.4. Interlocuteurs CEA**

Pour tout renseignement complémentaire, le soumissionnaire peut prendre contact avec les interlocuteurs suivants :

- Question d'ordre technique :

Bruno CASSANY au 05.57.04.68.10, email : [bruno.cassany@cea.fr](mailto:bruno.cassany@cea.fr)

Philippe SOUTENAIN au 05.57.04.42.70, email : [philippe.soutenain@cea.fr](mailto:philippe.soutenain@cea.fr)

- Question d'ordre commercial :

Véronique QUEBERT au 05.57.04.55.00, email : [veronique.quebert@cea.fr](mailto:veronique.quebert@cea.fr)

### **12.5. Demandes de précision sur les offres**

Le CEA se réserve la possibilité de poser des questions aux soumissionnaires dans le but de clarifier leur offre. Les réponses auront pour but de préciser l'offre mais en aucun cas, ne

pourront apporter de modification substantielle à cette dernière (montant(s), méthodologies proposées, organisation,...).

### **12.6. Négociation**

Le CEA se réserve le droit de mener des négociations avec les soumissionnaires ayant remis une offre. Ces négociations ne peuvent conduire à modifier substantiellement les caractéristiques ou les conditions d'exécution du marché telles qu'elles sont définies dans les documents de consultation.

Les négociations sont conduites dans le respect du principe d'égalité de traitement de tous les soumissionnaires.

### **12.7. Informations des soumissionnaires suite au choix du CEA**

Les soumissionnaires dont l'offre n'aura pas été retenue, seront informés par écrit.

Les documents du DCE de niveau DR (Diffusion restreinte), transmis via la plateforme dématérialisée, doivent être détruits comme indiqué dans la lettre « du soumissionnaire en matière de protection de l'information de diffusion restreinte - déclinaison en règles de sécurité informatique », après la fin de la procédure. Dans ce cadre, les soumissionnaires concernés doivent envoyer au CEA une attestation sur l'honneur de destruction ou d'effacement des documents.

## **13. PRESENTATION DE L'OFFRE**

Le soumissionnaire doit impérativement remettre une offre comportant *a minima* les éléments listés ci-dessous en respectant la décomposition par rubrique donnée ci-après. Dans le cas où le soumissionnaire désire présenter des éléments en annexe d'une rubrique, ces annexes devront impérativement être regroupées à la fin de ladite rubrique et non pas être reléguées en fin des documents de l'offre.

L'offre doit, pour être prise en considération, être en tout point conforme aux exigences contractuelles et techniques du DCE.

### **13.1 Dossier n°2 : Proposition financière**

- L'offre financière est établie en euros et reprend sous format électronique (fichier Excel non verrouillé) le tableau de décomposition de l'offre financière tel que joint sous format Excel à la consultation (DCE\_DR). L'ensemble des champs de ce tableau de décomposition de prix doit être clairement complété et au besoin justifié.
- Une proposition commerciale si besoin apportant des précisions sur le chiffrage effectué et proposant un échéancier de paiement et/ou une formule de révision de prix le cas échéant ;
- Le projet d'accord-cadre paraphé et complété pour les zones le nécessitant.
- **Avance** :

Conformément à la réglementation applicable, une avance peut être accordée au Titulaire dans les conditions par le projet de marché. Le Titulaire peut refuser le versement de l'avance. **Le soumissionnaire doit indiquer dans son offre s'il sollicite l'avance ou s'il la refuse.**

### **13.2 Dossier n°3 : Proposition technique**

Les compétences et moyens requis pour cette prestation sont notamment :

- Des compétences en hautes puissances pulsées: tensions supérieures à 10 kV, courant supérieurs à 10kA avec des temps de montée < 20ns et des durées d'impulsions < 1µs.
- Une expérience dans la réalisation de système haute tension (> 1 kV) et fort courant (> 1kA) à base de semi-conducteurs avec des temps caractéristiques dans la gamme 1-100ns.
- Une expérience dans la réalisation de cartes d'électronique de puissance dont le routage est optimisé en termes de densité de courant et inductances parasites.
- Des moyens de tests et mesures sur des systèmes électroniques analogiques rapides et haute tension.
- Une bonne connaissance du marché d'approvisionnement des semi-conducteurs et une capacité à discuter des conditions d'approvisionnement et du maintien dans le temps des performances des composants sélectionnés.

Les performances visées sont les suivantes :

- Tension de sortie > 4 kV
- Courant > 4 kA / 1 Ω
- 10 impulsions de durées continument réglables entre 10-100 ns dont les temps de montée et de descente seront < 15ns.
- Fréquence de fonctionnement global < 1 Hz.
- Timing de fonctionnement indépendant pour chaque carte avec une résolution de 1ns maximum.
- Tensions de charge identiques pour l'ensemble des cartes.
- Architecture et choix compatibles d'une extrapolation à un modulateur 30 kV / 5kA
- Tolérance au circuit ouvert et au court-circuit.

La proposition technique comprendra les chapitres suivants :

- **Chapitre 1 : descriptif/pertinence technique des prestations :**
  - o présentation technique succincte des points majeurs de la proposition du soumissionnaire avec les justifications afférentes,
  - o les choix techniques et technologiques mis en œuvre,
  - o ainsi que tout autre caractéristique technique significative permettant de démontrer la conformité de l'offre aux compétences et moyens techniques requis décrits ci-dessus.
- **Chapitre 2 : organisation et moyens**

L'organisation générale du projet précisant :

- les moyens humains (nombre et qualifications prévus des personnes envisagées),
- les moyens matériels prévus pour la prestation (nombre et caractéristiques),

#### 14. CRITERES DE SELECTION DES OFFRES

Le CEA retiendra l'offre qu'il juge économiquement la plus avantageuse au regard des critères décrits ci-après en cohérence avec le paragraphe suivant :

Critères	Pondération
Prix ( Montant total de l'Offre en euros hors-taxes selon le scénario donné aux soumissionnaires)	40 %
Pertinence technique, organisation et moyens	40 %
Délais de réalisation des UO	20 %

#### 15. VALIDITE DES OFFRES

Les prix mentionnés dans l'offre du soumissionnaire sont établis hors taxes aux conditions économiques du mois de remise de l'offre et suivant les dispositions contenues dans le projet de marché joint au présent dossier de consultation.

L'offre est valable 6 mois à compter de la date de remise des plis.

#### 16. DISPOSITIONS GENERALES

##### 16.1. Indemnités

Le soumissionnaire n'aura droit à aucune indemnité pour les frais divers engagés pour la préparation de son offre.

##### 16.2. Utilisation de la langue française

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de l'offre doivent être rédigés en français.

##### 16.3. Confidentialité

Les soumissionnaires s'engagent à traiter l'information contenue dans le DCE de manière confidentielle et à ne la divulguer sous aucun prétexte à des tierces personnes, en dehors de leurs besoins propres pour l'établissement de leur offre. Ils répondent du respect de ce caractère confidentiel par toute entreprise contactée dans le cadre de cette consultation. Toute autre diffusion d'information émanant de la présente consultation ne pourra être faite sans l'accord préalable du CEA.

De même, les soumissionnaires sont tenus de respecter le caractère secret ou confidentiel de toute autre information émanant du CEA ou d'autres industriels, dont ils pourraient avoir connaissance, même de manière fortuite, à l'occasion de l'établissement de leur offre.

Ce document est la propriété du CEA et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation

**16.4. Propriété , conservation de l'offre**

Pour les soumissionnaires non attributaires, il sera fait application des dispositions prévues à l'article R2384-5 du code de la commande publique.

Pour le soumissionnaire attributaire, l'offre devient une pièce contractuelle du marché à titre supplétif et est de plein droit la propriété du CEA, à l'exclusion des droits de propriété intellectuelle et industrielle dudit soumissionnaire attributaire.

**16.5. Droits de propriété intellectuelle**

Les soumissionnaires indiqueront les droits de propriété intellectuelle et titres de tous ordres qu'ils entendent utiliser dans l'exécution du marché. En particulier, ils mentionneront ceux qui conditionnent la réalisation des études et prestations de cette mission. Les soumissionnaires justifieront de pouvoir bénéficier librement des droits d'exploitation relatifs à ces propriétés intellectuelles.

Toute situation particulière dans ce domaine devra être mentionnée dans l'offre, précisant les droits et obligations du soumissionnaire , leur durée, l'impact potentiel sur le marché.

**16.6. Droit d'accès à la base fournisseurs**

Pour assurer le suivi de ses fournisseurs, le CEA a mis en place une base fournisseurs. Celle-ci est susceptible de contenir quelques informations nominatives relatives à des personnes physiques qui figurent dans les dossiers de candidature ou d'offres remis par les entreprises. Ces informations sont les suivantes : le nom, la fonction et le numéro de téléphone des personnes à contacter au sein des entreprises titulaires des marchés cités par les entreprises candidates à titre de référence.

L'entreprise qui se verra attribuer le marché devra informer les concernés dont elle aurait pu communiquer certaines données personnelles dans le cadre de la procédure d'achat, de l'existence de ce droit et de ces modalités d'exercice auprès du CEA.

Pour exercer ce droit, le demandeur devra s'adresser par courrier ou fax à :

CEA  
Centre DAM – Ile de France  
Chef du Service Achats et Politique Industrielle (SAPI)  
Bruyères le Chatel  
91297 Arpajon Cedex  
FRANCE  
Fax : +331 69 26 70 09

Les modifications demandées seront effectuées sous 8 jours à compter de la réception de la demande. Une copie d'écran démontrant la prise en compte de la demande pourra être envoyée par courrier au demandeur.

**ANNEXE 1 – MODALITES D'ACCES AUX DOCUMENTS DE NIVEAU DIFFUSION RESTREINTE DE LA CONSULTATION**

Le candidat envoie le paragraphe 7 du fichier « Engagement du soumissionnaire protection information DR.pdf », dûment complété et signé. Ce dernier doit être envoyé au Bureau des affaires commerciales du CESTA par mail à l'adresse [veronique.quebert@cea.fr](mailto:veronique.quebert@cea.fr), avec en copie l'adresse mail : [cesta.relations\\_fournisseurs@cea.fr](mailto:cesta.relations_fournisseurs@cea.fr).

Suite à cet envoi, le code d'accès au fichier crypté devra être demandé par téléphone au 05.57.04.55.00 ou au 05.57.04.47.32 du lundi au vendredi de 8h à 16h30.

Une fois le code obtenu et le DCE décompressé, le fichier DCE\_DR.zed peut être décrypté à l'aide du logiciel téléchargeable à l'adresse <https://www.primx.eu/zed-limited-edition.aspx>

Une fois que vous avez cliqué sur le lien ci-avant sélectionnez la version correspondante à votre système d'exploitation :



Une fois le téléchargement terminé ouvrez le fichier et lancez le fichier.

Dans le logiciel ouvert sélectionnez votre fichier DCE\_DR.zed puis insérez le mot de passe.

**ANNEXE 2 – DISPOSITIONS PRATIQUES DE REMISE DE DOCUMENTS PAR VOIE ELECTRONIQUE****1. Délai minimum pour obtenir un certificat électronique**

Le soumissionnaire doit avoir au préalable fait l'acquisition d'un certificat électronique. Obtenir un certificat électronique prend plusieurs jours, voire plusieurs semaines.

Si le soumissionnaire ne possède pas de certificat électronique valable dans le cadre de la réponse à un marché dématérialisé, il est impératif qu'il en fasse la demande à l'avance.

Il est également fortement recommandé au soumissionnaire de prendre ses dispositions de manière à ce que sa réponse électronique soit déposée dans les délais impartis.

Un test de configuration du poste de travail ainsi qu'une consultation de test sont mis à sa disposition sur la plateforme de dématérialisation des procédures (cf. menu « Tester ma configuration / consultation de test »).

L'ensemble des informations relatives aux certificats électroniques est disponible dans « Liste des certificats RGS » de la plateforme. Une hotline ATEXO est également disponible au n° de téléphone suivant : 01.76.64.74.07.

**2. Exigences relatives au certificat de signature du signataire**

Le certificat de signature du signataire doit être conforme au RGS (référentiel général de sécurité) et respecter le niveau de sécurité exigé. Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

Liste de confiance	Adresse internet
RGS (France)	<a href="http://references.modernisation.gouv.fr/liste-des-offres-référencées">http://references.modernisation.gouv.fr/liste-des-offres-référencées</a>
EU Trusted Lists of Certification Service Providers (Commission européenne)	<a href="http://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/eu_legislation/trusted_lists/index_en.htm">http://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/eu_legislation/trusted_lists/index_en.htm</a>
PRIS V1 (France) (uniquement jusqu'au 18 mai 2013)	<a href="http://www.industrie.gouv.fr/tic/certificats">http://www.industrie.gouv.fr/tic/certificats</a>

**3. Envoi par le soumissionnaire de plusieurs réponses électroniques à une même consultation**

Le soumissionnaire peut remettre au CEA plusieurs réponses électroniques pour une même consultation, notamment en cas d'oubli, de correction, de complément, et ce avant la date limite de réponse telle que définie dans le présent règlement.

Dans ce cas, le CEA ne prendra en compte que la dernière réponse reçue ; les envois précédents ne seront pas ouverts.

En conséquence, le soumissionnaire prendra toutes les dispositions utiles pour envoyer un dossier complet à chaque réponse, dans les délais impartis.